

Colloque Inra - Carrefour de l'innovation agronomique

Conjuguer éthique et croissance

Alors que la bio change d'échelle grâce à un flot de conversions sans précédent accompagné d'une poussée de la consommation, comment évoluent ses valeurs ? Risque-t-elle de perdre son identité ? Ces questions récurrentes sont au cœur du colloque de l'Inra, tenu à Rennes le 26 avril.

La tension entre déploiement de la bio et maintien de son identité s'exprime sous la forme de paradoxes. L'objectif des chercheurs est de les identifier, et de mieux comprendre les verrous et leviers au développement de ce mode de production et de son marché. Pour cela, la bio est étudiée en tant que systèmes agroécologiques, territoriaux, alimentaires et de connaissances. Les interventions du colloque "Dynamiques de développement des systèmes agricoles et alimentaires bio" exposent ces différentes approches. "Lorsque l'on parle de l'agriculture bio, on parle de plusieurs réalités, parfois et même souvent confusément", introduit Alain Gilles, de l'Inra-Université de Toulouse. Cerner son rôle dans la transition agroécologique est complexe, et les voies d'innovation émanant de sa diversité, deviennent des enjeux sensibles.

De l'institutionnalisation... à la conventionnalisation

Née en réaction à la société agrochimico-industrielle, la bio s'est institutionnalisée avec des réglementations, des logos et la certification. Elle s'est aussi nourrie des politiques publiques de soutien et des crises conjoncturelles – vache folle, crises des marchés, notamment en viande et lait comme aujourd'hui.

Selon Alain Gilles, tous ces éléments attisent ses paradoxes. La dynamique de conversions peut ainsi générer des méthodes plus productivistes et industrielles, en production et transformation, qualifiées de "conventionnalisation" de la bio. L'aspect positif, c'est que "cette conventionnalisation

réduit les freins économiques et moraux des conversions, et la recherche et développement amoindrit ceux liés à la technique", constate-t-il. Aujourd'hui, la bio devient même un choix de sécurité.

Mais sa faiblesse est de subir une concurrence institutionnelle dans les politiques environnementales et territoriales : elle risque de ne devenir qu'une forme d'agriculture parmi d'autres capable de procurer des services écologiques valorisés comme biens publics. Cette faille peut s'accroître si elle ne prend pas garde à s'éloigner du principe d'écologie. L'exemple de la gestion des fertilisants est notoire. "Les exploitations ont recours indirectement à la fertilité héritée des engrais de synthèse, par l'utilisation soit de produits issus des fermes conventionnelles, soit par les reliquats", pointe Thomas Nesme, de l'Inra de Bordeaux. D'où la nécessité d'œuvrer pour réduire ces incohérences.

Réaffirmer les valeurs fortes

Pourtant, les études montrent que la bio revalorise le sens du métier d'agriculteur, émanant de "l'autonomie, des nouveaux défis techniques et économiques, de la reconnaissance sociétale de contribuer à la protection de l'environnement et de la santé...", détaille Annie Dufour, chercheuse en Sciences sociales à l'Isara Lyon. Si les filières bio sont souvent des laboratoires pour l'innovation agronomique, "elles le sont aussi pour les innovations dans les modes de régulation des marchés et des organisations collectives", poursuit Ivan Dufeu, d'Oniris Nantes. Le projet européen Healthygrowth (1) révèle également



Claire Lamine, Ivan Dufeu et Thomas Nesme.

que "les valeurs fortes des entreprises bio qui perdurent dans le temps, sont dans un processus continu de réaffirmation, et parfois de redéfinition", résume Claire Lamine, de l'Inra Ecodéveloppement d'Avignon.

Moteurs du changement de paradigme, bio et agroécologie – modèle qui, lui, n'est pas orienté par un marché – sont complémentaires : "L'agroécologie intéresse la bio sur plusieurs aspects", énonce Stéphane Bellon, de l'Inra d'Avignon, en conclusion. Elle la fait renouer avec ses fondements écologiques par la notion d'agrosystèmes et lui fait mieux prendre en compte les dimensions sociales dans des démarches collectives incluant petits producteurs et travailleurs agricoles." ■

Christine Rivry-Fournier

(1) Inscrit dans le projet Eranet Core organic 2013-2016.

Pour en savoir plus

Plus d'une centaine de participants, chercheurs, étudiants, conseillers et agriculteurs ont suivi les exposés des chercheurs sur l'Agrocampus Ouest de Rennes.

Toutes les interventions sont à visionner sur <http://www6.inra.fr/ciag>